



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 1^{er} août 2008

**Pour la maternité de proximité de Carhaix,
Contre la maternité porcine industrielle de Trébrivan.**

L'Union démocratique bretonne s'inquiète du projet de maternité porcine destinée à accueillir 900 truies et leurs portées à Trébrivan dans les Côtes d'Armor.

Dans un contexte où l'OMC vient d'échouer dans sa tentative d'imposer la libéralisation du commerce mondial, la vision politique et économique d'une agriculture destinée avant tout à satisfaire les besoins locaux l'a emporté sur la vision d'un monde où les produits agricoles sont des denrées commerciales ordinaires.

Pour l'UDB, l'avenir de l'agriculture victime elle aussi de la raréfaction et du renchérissement des hydrocarbures, passe par la nécessité de relocaliser l'économie, et les derniers chiffres de l'INSEE confirment que le modèle agricole intensif n'est pas économiquement viable.

Alors que le Grenelle de l'environnement prévoit 20% des surfaces agricoles utiles en bio d'ici 2012, et une consommation des produits bio à la même échelle ; alors que la directive cadre européenne exige la reconquête de la qualité des eaux pour 2010, le projet démesuré de Trébrivan inquiète. Aucune concertation, aucune enquête sérieuse sur les plans d'épandage et leurs conséquences dans les zones humides du secteur alors que la protection de la biodiversité est au cœur des préoccupations pour l'avenir de la planète.

Le fléau des algues vertes nourries des azotes issus principalement des élevages et de l'agriculture, algues vertes dont le coût de traitement est d'environ 500.000 euros par an, rentrera-t-il dans le principe pollueur-payeur traduit en droit français depuis 2008 ?

Ce projet en tient-il compte ?

L'UDB suggère aux éleveurs à l'initiative de ce projet de participer en octobre 2008 au voyage d'étude organisé par le réseau Cohérence en Allemagne, sur un thème d'actualité : qualité de l'eau et agriculture.

Au-delà de l'enquête d'utilité publique, l'UDB demande un moratoire pour ce projet en complète contradiction avec les orientations de la politique agricole du Conseil régional de Bretagne.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**